

Paris, le 02/10/2005

**ON VOUS LICENCIE...
PUIS ON VOUS MATRAQUE...**

Encore une fois, face à des salariés à qui le gouvernement annonce une privatisation, comprenons, un plan social avec des centaines de chômeurs, le gouvernement répond par la force armée (face à des militants on répond par des blindés légers et des hélicoptères, sommes-nous en guerre ?).

Encore une fois, face à des personnes mises en danger par une politique gouvernementale irresponsable, le plan communication est le même : l'intervention des salariés serait antidémocratique et illégale...

Encore une fois, on culpabilise les salariés parce que le Gouvernement ne trouve d'issue qu'en bradant la S.N.C.M. à des fonds privés. La réponse du Gouvernement montre son intention : tout privatiser aux bénéficiaires des amis et réprimer tous ceux qui se révoltent.

Pourquoi le Gouvernement accorde-t-il des millions d'euros à des multinationales qui dans les années suivantes, feront un plan social ? Pourquoi le Gouvernement persévère-t-il à vouloir casser les services publics les uns après les autres, ouvrant la porte à des plans sociaux sans fin, mettant en danger des milliers de personnes ? Pourquoi utilise-t-il la violence face à des militants syndicaux qui usent de moyens non-violents (occupation de navires et de lieux, sit-in, blocages...) ?

La réaction des salariés de la S.N.C.M. (que les médias font apparaître comme violente) est compréhensible : on met à la rue des pères et des mères de famille, on brade une entreprise assurant un service public à des fonds d'investissement privés, on dénigre le peuple et l'identité corse...

Le Parti Humaniste dénonce la répression violente du Gouvernement. Le Parti Humaniste demande le gel de toute privatisation en cours, présente ou à venir. Le Parti Humaniste souligne les actions non-violentes des militants syndicaux de la S.N.C.M. et des travailleurs solidaires de cette lutte. **Le Parti Humaniste en appelle à l'action non-violente à chaque fois que le gouvernement prendra une mesure qui mettra en danger au moins une personne.**

Le Parti Humaniste propose que soit votée la loi de propriété participative des travailleurs. Cette loi permettra aux travailleurs de gérer et de décider eux-mêmes du futur de leurs entreprises ce qui garantira une gestion transparente permettant d'éviter les pratiques frauduleuses et les licenciements abusifs.



Alain Ducq
président du PH